



*Signataires : Djawed Sangdel, Thierry Cerutti*

*Date de dépôt : 19 mai 2026*

## **Proposition de motion**

### **pour une expertise indépendante du projet de traitement thermique des boues à la STEP d'Aïre et de ses alternatives**

Le GRAND CONSEIL de la République et canton de Genève  
considérant :

- que le traitement des boues de station d'épuration constitue un enjeu important pour le canton, notamment en matière d'environnement, de valorisation des ressources et de récupération du phosphore ;
- que le projet d'unité de valorisation thermique des boues prévu à la STEP d'Aïre soulève des interrogations légitimes en raison de son implantation à proximité immédiate de la presqu'île d'Aïre et du Lignon, zones densément habitées, ainsi que d'écoles, d'un EMS, de l'Hôpital de Loëx et de plusieurs équipements publics sensibles ;
- qu'une infrastructure de cette nature engage le canton pour plusieurs décennies et doit reposer sur une analyse complète, indépendante et transparente ;
- que la hauteur de la cheminée prévue, la topographie locale, la présence de bâtiments élevés à proximité et les conditions de dispersion atmosphérique méritent une vérification approfondie ;
- que les boues de station d'épuration contiennent des substances préoccupantes, notamment des PFAS, dioxines, métaux lourds, microplastiques et résidus pharmaceutiques, et que les émissions issues de leur incinération peuvent générer un panache de fumée contenant des polluants résiduels, malgré les systèmes de filtration ;

- que le site des Cheneviers constitue une alternative cantonale qui mérite d’être examinée objectivement, dans le respect du principe de précaution, de la santé publique et d’une gestion durable des boues ;
- que la loi genevoise sur la gestion des déchets (LGD) prévoit que les déchets incinérables doivent être acheminés aux Cheneviers ;
- que la dénomination officielle UVB (unité de valorisation des boues), employée dans les publications de la FAO, ne permet pas toujours d’identifier clairement la nature fonctionnelle de l’installation, à savoir une unité de traitement thermique des boues d’épuration, ce qui peut rendre plus difficile, pour la population, l’évaluation des enjeux, des risques et des alternatives,

invite le Conseil d’Etat

- à suspendre provisoirement toute décision irréversible liée à la construction et à l’exploitation de l’unité de valorisation thermique des boues à la STEP d’Aïre, dans l’attente d’une évaluation complémentaire indépendante, réalisée par un organisme externe aux SIG, portant sur les impacts sanitaires et environnementaux du projet ;
- à mandater une expertise indépendante sanitaire, environnementale, technique, territoriale et économique, incluant notamment une modélisation de dispersion atmosphérique, l’analyse des risques pour les populations vulnérables, les conditions de sécurité civile, ainsi qu’une comparaison objective entre le site d’Aïre, le site des Cheneviers et toute autre alternative pertinente ;
- à présenter au Grand Conseil, aux communes concernées et à la population un rapport public détaillé, exposant les résultats de cette expertise, les garanties sanitaires et environnementales, les mesures de contrôle indépendant des émissions, les coûts comparés des options étudiées et les raisons motivant la solution finalement retenue.

## **EXPOSÉ DES MOTIFS**

Le traitement des boues de station d'épuration constitue un enjeu important pour le canton de Genève. Il s'agit de garantir une gestion durable des déchets, de valoriser les ressources disponibles, notamment le phosphore, et de répondre aux exigences environnementales actuelles.

Le projet d'unité de valorisation thermique des boues à la STEP d'Aïre s'inscrit dans cette préoccupation générale. Toutefois, son implantation soulève des interrogations légitimes en raison de la proximité de zones habitées, d'établissements scolaires, d'un EMS, de l'Hôpital de Loëx et d'équipements publics sensibles.

La présente motion ne remet pas en cause la nécessité de traiter les boues de station d'épuration de manière responsable. Elle demande simplement que toute décision irréversible soit précédée d'une évaluation indépendante, complète et transparente. Une infrastructure de cette nature engage le canton pour plusieurs décennies. Elle doit donc reposer sur une analyse solide, objective et compréhensible par la population.

Plusieurs éléments justifient cette prudence : la hauteur prévue de la cheminée, la topographie particulière du site d'Aïre, la présence de bâtiments élevés à proximité, les conditions locales de dispersion atmosphérique, ainsi que la nature des substances présentes dans les boues de STEP, notamment les PFAS, dioxines, métaux lourds, microplastiques et résidus pharmaceutiques. Lors du traitement thermique des boues, des émissions résiduelles peuvent subsister dans le panache de fumée, malgré les systèmes de filtration, ce qui justifie une analyse indépendante et approfondie des impacts sanitaires et environnementaux.

Par ailleurs, le site des Cheneviers constitue une alternative cantonale qui mérite d'être examinée objectivement. Ce site dispose déjà d'une vocation industrielle liée au traitement thermique, d'infrastructures existantes, d'une expérience opérationnelle et d'une localisation différente du tissu résidentiel dense d'Aïre.

Dans ce contexte, il paraît nécessaire de mandater une expertise indépendante portant sur les aspects sanitaires, environnementaux, techniques, territoriaux et économiques. Cette expertise devra comparer les options possibles, analyser les risques pour les populations vulnérables, évaluer les conditions de sécurité civile et proposer des garanties de contrôle indépendant des émissions.

Cette motion se veut équilibrée, constructive et responsable. Elle ne préjuge pas de la solution finale. Elle demande que le Grand Conseil, les communes concernées et la population disposent d'informations complètes avant toute décision définitive.

Il s'agit d'une exigence de transparence, de bonne gouvernance, de protection de la santé publique et de respect du principe de précaution.

Pour toutes les raisons qui précèdent, nous vous remercions, Mesdames et Messieurs les députés, de réserver un accueil favorable à la présente proposition de motion.